



DESGACHES Bernard  
109 rue Victor HUGO  
42700 FIRMINY  
Commissaire aux comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de LYON

### **Rapports du commissaire aux comptes**

- Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
- Rapport spécial

**Association *RENAITRE***

**17 Rue Ferdinand  
42000 SAINT ETIENNE**

**Exercice clos le 31/12/2024**



## **Association RENAIRE**

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31/12/2024**

#### **Aux Adhérents**

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association RENAIRE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 16/04/2025.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01 janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.





### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes,

Nos contrôles n'engendrent pas de remarques particulières

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

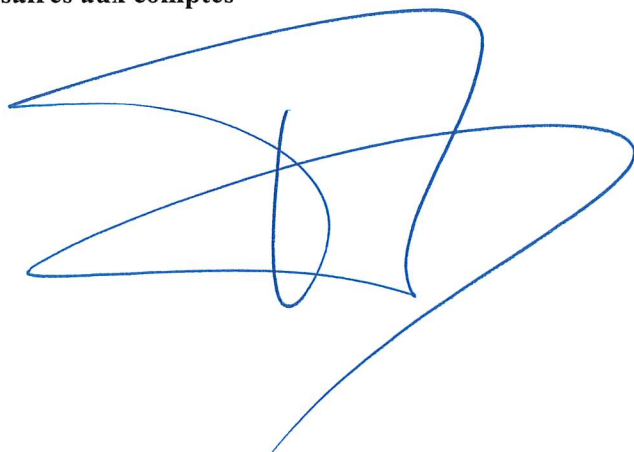


Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

*A FIRMINY*  
*Le 26/05/2025*

**B. DESGACHES**  
**Commissaires aux comptes**





# **COMPTES ANNUELS**



# Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	8 461	8 461		
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains	43 748		43 748	43 748
	Constructions	1 944 966	1 387 618	557 347	609 438
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	55 753	31 994	23 758	1 378
	Autres immobilisations corporelles	371 115	240 230	130 885	66 789
	Immobilisations corporelles en cours	1 088 626		1 088 626	533 318
	Avances et acomptes				
ACTIF CIRCULANT	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	762		762	762
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	1 350		1 350	1 350
	Prêts	24 039		24 039	28 816
	Autres immobilisations financières	75 999		75 999	71 490
	<b>TOTAL ( I )</b>	<b>3 614 818</b>	<b>1 668 304</b>	<b>1 946 514</b>	<b>1 357 089</b>
COMPTES DE REGULARISATION	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>				
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	74 091		74 091	71 666
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	122 384		122 384	112 159
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	164 487		164 487	161 284
	<b>DISPONIBILITES</b>	4 263 827		4 263 827	5 596 164
	Charges constatées d'avance	45 386		45 386	55 787
	<b>TOTAL ( II )</b>	<b>4 670 175</b>		<b>4 670 175</b>	<b>5 997 061</b>
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler ( III )				
	Primes de remboursement des obligations ( IV )				
	Ecart de conversion actif ( V )				
	<b>TOTAL ACTIF ( I à V )</b>	<b>8 284 993</b>	<b>1 668 304</b>	<b>6 616 689</b>	<b>7 354 150</b>
(1) dont droit au bail				100 038	100 306
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					



# Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

FONDS PROPRES		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	40 259	40 259
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	470 122	447 508
	Réserves pour projet de l'entité	78 229	78 229
	Autres	729 555	621 893
	Report à nouveau	(220 405)	(143 716)
	Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs		
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>(115 075)</b>	<b>53 588</b>
	<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	<b>982 686</b>	<b>1 097 760</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	233 165	183 849
	Provisions réglementées	402 205	402 205
	<b>Total des autres fonds propres</b>	<b>635 370</b>	<b>586 055</b>
<b>Total des fonds propres</b>		<b>1 618 056</b>	<b>1 683 815</b>
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	3 460 077	3 850 394
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	20 949	20 949
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public	10 707	
	Fonds dédiés sur concours publics		
<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>		<b>3 491 733</b>	<b>3 871 343</b>
Provisions	Provisions pour risques	3 465	12 631
	Provisions pour charges	121 751	120 054
	<b>Total des provisions</b>	<b>125 216</b>	<b>132 685</b>
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	262 728	290 835
	Emprunts et dettes financières divers	20 475	17 361
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	601 429	687 707
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	480 538	611 313
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	16 514	37 685
	Produits constatés d'avance		21 406
	<b>Total des dettes</b>	<b>1 381 684</b>	<b>1 666 307</b>
	Ecarts de conversion passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>6 616 689</b>	<b>7 354 150</b>
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(115 074,50)	53 587,52
(1) Dont à moins d'un an		1 143 223	1 404 789
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		930	878



# Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	100	115
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	526 269	516 149
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	8 687 315	8 841 451
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats	12 000	
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	153 921	94 891
	Utilisations des fonds dédiés	2 269 621	2 084 049
	Autres produits	8 215	7 321
Total des produits d'exploitation		11 657 441	11 543 976
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	5 960 035	5 605 110
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	247 154	306 080
	Salaires et traitements	2 502 826	2 385 749
	Charges sociales	1 027 061	964 043
	Dotation aux amortissements et dépréciations	88 877	74 395
	Dotation aux provisions	88 380	95 849
	Reports en fonds dédiés	1 890 011	2 092 817
	Autres charges	18 720	6 367
Total des charges d'exploitation		11 823 066	11 530 410
RESULTAT D'EXPLOITATION		(165 625)	13 566





# Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		(165 625)	13 566
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	48 435	33 177
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers	48 435	33 177
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	7 462	6 753
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières	7 462	6 753
RESULTAT FINANCIER		40 973	26 425
RESULTAT COURANT avant impôts		(124 651)	39 991
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	15 774	17 174
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	15 774	17 174
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	281	255
	Sur opérations en capital	349	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	630	255
RESULTAT EXCEPTIONNEL		15 145	16 919
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		5 568	3 322
TOTAL DES PRODUITS		11 721 650	11 594 328
TOTAL DES CHARGES		11 836 725	11 540 740
EXCEDENT ou DEFICIT		(115 075)	53 588
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature		216 000	216 000
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		216 000	216 000
Prestations			
Personnel bénévole		31 037	31 680
TOTAL		247 037	247 680



## ***ANNEXE COMPTABLE***



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## 1. Informations générales

Les comptes annuels de l'exercice ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 16/04/2025 et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément :

- au règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général, et conformément à l'ensemble des règlements qui l'ont modifié depuis;
- au règlement comptable ANC n° 2018-06
- au règlement comptable ANC n°2019-04

Le bilan de l'exercice présente un total de **6 616 689** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **11 721 650** euros et un total **charges** de **11 836 725** euros, dégageant ainsi un **déficit** de **-115 075** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

## 2. Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre

### Description de l'objet social de l'entité :

RENAITRE est une association qui se fixe pour objectif l'accueil, l'accompagnement, le logement et l'insertion des personnes en difficulté.

Créée en 1969, l'association reste fidèle à son orientation d'origine de respect de la dignité et de la différence des personnes, mais elle s'adapte régulièrement à l'évolution des politiques sanitaires et sociales, ainsi qu'aux changements sociétaux pour mieux remplir sa mission.

### Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

L'association Renaître est un des principaux opérateurs associatifs de l'Etat pour les questions de « Veille Sociale », d'hébergement, d'hébergement d'urgence, d'hébergement d'urgence pour les demandeurs d'asile et d'accompagnement au logement pour le Sud du département de la Loire. Au 31 décembre 2024, l'Association Renaitre comprend les activités énoncées ci-dessous.

B. DESGACHES  
Commissaire  
aux comptes



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Une équipe pluridisciplinaire de personnes diplômées permet d'assurer les différentes missions qui sont confiées à l'Association essentiellement par l'Etat.

L'Association travaille également en partenariat avec les différents acteurs associatifs de la Loire.

Renaître est membre du Groupement de coopération sociale qui porte le SIAO de la Loire (Service information d'accueil et d'orientation), Renaître est adhérent de l'URIOPSS et de la FAS (Fédération des acteurs de la Solidarité). Nos principaux partenaires ligériens sont : Acars – AGFA – Anef - Asile de Nuit - ASL42 (Agence service logement) – Cythia (agence immobilière) – Banque Alimentaire – La Croix-Rouge – EMP (Equipe Mobile de Psychiatrie - Chu) – GPSE (groupe prison St-Etienne) - Foyer vers l'Avenir – Interface (EMPP Equipe mobile de psychiatrie précarité Chu) - Phare en Roannais - Police municipale de St-Etienne – Rimbaud (Csapa-Caarud) - Soliha – SOS Violence Conjugale –SPIP42 –Triangle (Bistrot social) - SNCF

## LA VEILLE SOCIALE

La veille sociale est une mission de service public chargée de la protection des personnes sans-abri et en situation de détresse. (Article L. 345-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles). Pour assurer cette mission, l'Association Renaître gère les dispositifs suivants :

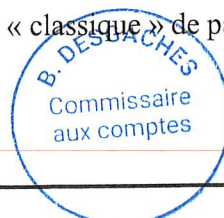
L'accueil de jour la Fontaine est mis à disposition des publics avec ou sans domicile, en situation de précarité. Il est ouvert tous les jours de la semaine y compris les week-ends et jours fériés de 8h30 à 14h

La moyenne de passage peut varier d'une soixantaine de personnes à un peu moins de 200 par jour.

L'équipe mobile de rue (EMR) a pour dessein d'aller à l'encontre des personnes les plus précarisées, celles qui ne fréquentent pas ou plus les services sociaux et les personnes en squat.

Composée de deux équipes de deux travailleurs sociaux, elle effectue des maraudes et répond aux signalements notamment du 115.

En complément de ce service, un dispositif de 3 places d'hébergement pour public fortement marginalisé (sous statut CHRS) a été créé. Il permet d'héberger des personnes sans solution et en état de grande précarité physique, psychique et sociale. Ce dispositif permet de « sortir de la rue » les personnes qui ne peuvent avoir accès aux structures d'hébergement « classique » de par leur problématique.



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

L'hébergement et l'accompagnement social « hôtels » : L'association Renaitre gère des places d'hébergements en hôtels à destination des personnes en situation de vulnérabilité sanitaire ou sociale ou de victimes de violence. Elles assurent ce travail en collaboration avec l'association SOS violence conjugale, et le SIAO. Les personnes sont hébergées à l'hôtel sur orientation du 115. En raison de la crise sanitaire et de l'inconditionnalité d'accueil et du maintien en hébergement des personnes sans solution, le nombre de personnes accueillies est passé de 130 à plus de 500 sur tout le département et en cours de diminution actuellement (environ 460 sur le sud du département dont environ 200 personnes hébergées au titre de violences conjugales en aout 2024).

4 travailleurs sociaux de Renaitre assurent l'accompagnement social de près de 250 usagers. Le reste des usagers étant accompagnés soit par SOS violence conjugale.

Un hébergement d'urgence pour les familles à droit incomplet (anciennement service d'hébergement aux migrants - SHAM) dont la capacité est de 70 places.

## La résidence Violette Maurice

Il s'agit d'un hébergement d'urgence de 180 personnes dédié initialement à des personnes étrangères ayant des vulnérabilités (Maladie, handicap...) mais avec des perspectives en terme de droit notamment au séjour. Depuis son ouverture début 2021, la résidence à toutefois diversifiée son public pour accueillir des publics avec des caractéristiques plus diverses comme pour la plupart des hébergements d'urgence généraliste. Les usagers sont orientés par le 115.

Les usagers sont accueillis dans l'ancienne résidence universitaire située dans le quartier de la Cotonne à Saint-Etienne.

## LE POLE LOGEMENT

Le pôle logement se constitue de plusieurs services dont l'objectif est l'insertion par le logement, il regroupe :

L'intermédiation locative : 63 ménages accompagnées fin 2024 (40 sur Saint-Etienne, 23 sur le Forez).. Ce dispositif est en fort développement par l'orientation politique du gouvernement vers le « Logement d'abord ». Nous avons eu début 2024 l'accord de la DDETS pour capter 10 appartements supplémentaires en 2024 pour arriver à 63 places. De nouvelles places sont prévues sur 2025.





# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Il s'agit d'héberger à partir du parc privé des ménages déjà inscrit dans un parcours d'insertion et pour lesquels ils convient de proposer une alternative à l'hébergement en structure ou à l'hôtel et une dernière étape avant la pleine autonomie. Des baux glissants sont possibles sur ce dispositif (la personne est sous locataire de Renaitre, puis locataire du propriétaire directement).

Enfin, depuis le printemps 2022, nous avons également été missionné par l'Etat pour accompagner des personnes déplacées Ukrainiennes et les intégrer dans des logements en lien avec les bailleurs sociaux. Ce dispositif s'est terminé en aout 2024, les personnes ayant glissée pour la plupart sur des baux à leurs noms.

L'AVDL (accompagnement vers et dans le logement) : en partenariat avec l'ANEF et Solhia.

Cet accompagnement s'adresse initialement aux personnes sortant de structures d'hébergement (CHRS) vers un logement et permet de suivre et sécuriser l'accès. Par ailleurs, nous avons signé en 2022 un accord entre nos 3 associations et le bailleur social « Alliade » pour accompagner des locataires de ce Bailleur (30 accompagnements).

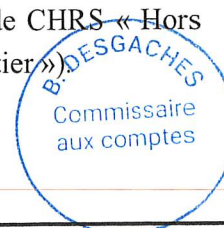
L'ASLL: il s'agit de mesure d'accompagnement social lié au logement des ménages en difficulté d'accès ou de maintien dans le logement. Ce dispositif était financé par le Département suite à un marché public. Nous intervenions sur les territoires du Pilat ainsi que la Plaine du Forez. Les objectifs étaient l'accès, l'installation ainsi que le maintien dans le logement et la gestion du quotidien. Ce dispositif fortement déficitaire du fait de peu de mesures confiées par le Département de la Loire s'est terminé à notre demande fin avril 2024.

## CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE RÉINSERTION SOCIALE

Le CHRS de l'Association Renaitre a pour mission d'assurer l'accueil, l'hébergement et l'orientation des usagers, le soutien et l'accompagnement social ainsi que l'adaptation à la vie active et l'insertion professionnelle.

Pour cela l'Association Renaitre dispose d'un CHRS collectif et de places d'hébergement en appartements réparti de la façon suivante :

- 30 places d'hébergement en collectif
- 33 places d'hébergement en appartement dans la plaine Forez dont 2 hors les murs
- 46 places d'hébergement en appartement sur Saint Etienne dont 3 places de CHRS « Hors les murs » et 3 places destinées à des grands marginaux (dispositif « Le Sentier »)



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## Le dispositif d'urgence Intervalle :

Il s'agit d'un hébergement semi-collectif de 27 places. Ce dispositif est composé de 9 logements en co-hébergement rue Colette dans le quartier de la Métare à Saint-Etienne. Les orientations sont faites par le 115.

## ASILE

HUDA - L'association Renaître gère 80 places HUDA (Hébergement d'Urgence pour demandeurs d'asile) répartie dans des appartements en diffus.

## CONTRÔLE JUDICIAIRE AVEC PLACEMENT PROBATOIRE

En 2021, l'association a répondu en collaboration avec l'association SOS violence conjugale à un marché public du ministère de la justice. Le dispositif a ouvert en mai 2022.

Ce dispositif a pour objectif de prendre en charge les auteurs de violences conjugales dans un cadre judiciaire au sein d'un dispositif de 15 places d'hébergement en colocation (10 places en pré-sentenciel et 5 places en post-sentenciel répartis dans 6 appartements au sein d'un même immeuble sur Saint-Etienne). Les orientations sur ce dispositif sont effectuées par la justice en lien avec le SPIP qui assure le contrôle judiciaire et sera l'interlocuteur privilégié du service.

L'association SOS violences conjugales 42 porte le projet et met en œuvre les missions suivantes :

- Encadrement du dispositif : 0,5 ETP Coordination
- Accompagnement du public auteur de violences conjugales : 0,5 ETP travailleur social
- Accompagnement psychologique : convention avec un psychologue
- Partenariat conventionné pour un accompagnement autour de l'addiction

L'association Renaître est prestataire pour la mise en œuvre de ce dispositif concernant les missions suivantes :

- Gestion locative et technique des locaux nécessaires
- Astreinte



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## Autre activité initiée par Renaitre : Un Chez Soi d'Abord

Dans le cadre du logement d'abord et en partenariat avec l'association Rimbaud, l'association ACARS, l'équipe mobile psychiatrie précarité du CHU, l'association des deux collines, la DIHAL, l'association Renaitre a mis en place un dispositif « Un Chez Soi d'Abord » de 55 places à destination des personnes sans logement et porteuses de troubles psychiques sévères. Un GSCMS porté par les 5 acteurs a été constitué en 2020. En 2025 20 places supplémentaires pour jeunes de 18 à 23 ans vont être mises en place. L'assemblée générale constitutive du groupement a eu lieu en décembre 2020. Depuis ce dispositif à sa gouvernance et son propre directeur.

## Description des moyens mis en œuvre :

Concours publics

Subventions

Ressources humaines

+ cf. présentation des activités ci-dessus

## 3. Informations au titre des principes et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.





# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les principales méthodes utilisées sont :

## Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'acquisition.

Lorsque la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constituée à hauteur de la différence.

Concernant les immobilisations non décomposables : conformément aux mesures de simplifications applicables à certaines entités (décret du 30 décembre 2005), ces immobilisations sont amorties sur la durée d'usage fiscalement admise.

## Amortissements

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens, ou en fonction du rythme de consommation des avantages économiques.

Les durées et les modes d'amortissement utilisés sont les suivants :

Logiciels : .....3 ans en mode linéaire  
Constructions : .....20 à 40 ans en mode linéaire  
Matériel et Outillage : .....3 à 10 ans en mode linéaire  
Matériel de transport : .....4 à 5 ans en mode linéaire  
Mobilier : .....3 à 10 ans en mode linéaire  
Matériel de bureau : .....2 à 10 ans en mode linéaire  
Agencements et installations : .....5 à 20 ans en mode linéaire

## Stocks et en cours

Non concerné

## Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

## Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

## Engagements financiers

### Engagement retraite

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. L'engagement concernant les indemnités de départ à la retraite est calculé selon la méthode rétrospective prorata temporis. Le taux retenu est de 3.55%. La provision est comptabilisée pour un montant de 84 915 euros.

### Engagements financiers reçus

La ville de Saint-Etienne s'est porté caution pour l'association RENAIRE au titre de l'emprunt suivant :

- Crédit coopératif - montant initial de 342 K€ - l'intégralité du capital est remboursé au 31/12/2024.

## 4. Informations sur les montants des concours publics reçues par l'entité par catégorie d'autorités administratives

Montants par catégorie d'autorités administratives:

- Etat : dotation globale de financement de 1 877 452 euros



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## **5. Informations sur les montants des subventions d'exploitation reçues par l'entité par catégorie d'autorités administratives**

Montants par catégorie d'autorités administratives :

- Etat : .....	6 790 771 €
- Collectivités territoriales : .....	7 092 €
- Organismes privés assurant une mission de service public.....	5 500 €
- Etablissements publics : .....	6 500 €
TOTAL : .....	6 809 863 €

## **6. Informations sur les montants des subventions d'investissement reçues par l'entité par catégorie d'autorités administratives**

Montants par catégorie d'autorités administratives :

- Etat : .....	64 590 €
- Autres (bonus écologique) : .....	0 €
TOTAL : .....	64 590 €

## **7. Informations relatives aux contributions volontaires en nature**

### Heures de bénévolat

L'association valorise les heures effectuées par ses membres bénévoles, au taux horaire du SMIC avec les charges sociales correspondantes.

Le montant valorisé et comptabilisé au 31/12/2024 s'élève à 2 090 heures, soit 31 037€. Il correspond à :

- la gouvernance de l'association et concerne les membres du bureau et les membres du conseil d'Administration à hauteur de 1 350 heures, soit 20 047€
- les heures de cours dispensées à la résidence Violette Maurice à hauteur de 740 heures, soit 10 989€.

### Secours en nature

L'association n'a pas recensé de secours en nature en 2024.

### Mise à disposition de matériel

L'association n'a pas recensé de mise à disposition de matériel en 2024.



## Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

### Mise à disposition de locaux

L'Etat met à disposition de l'association RENAIRE, une ancienne résidence universitaire située à la Cotonne, pour la gestion d'un hébergement collectif d'urgence. L'association a valorisé la contribution volontaire en nature correspondante pour un montant de 216 000€, comptabilisé au 31/12/2024.

L'association n'a pas recensé d'autres locaux mis à disposition en 2024.

### **8. Honoraires du commissaire aux comptes**

Le montant des honoraires comptabilisés en charge sur l'exercice 2024 s'élève à :  
5 130 euros Hors Taxes, soit 6 156 euros TTC.

### **9. Autres informations et faits significatifs de l'exercice**

Néant





# Immobilisations

Etat exprimé en euros

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions	Virt.p.à p.	Cessions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Donations temporaires d'usufruit					
	Autres	8 461				8 461
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>8 461</b>				<b>8 461</b>

CORPORELLES	Terrains	43 748				43 748
	Constructions sur sol propre	1 132 668			17 479	1 115 189
	sur sol d'autrui					
	instal. agencet aménagement	829 776				829 776
	Instal technique, matériel outillage industriels	30 800		24 953		55 753
	Instal., agencement, aménagement divers	3 058				3 058
	Matériel de transport	181 348		98 659	12 900	267 107
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	100 951				100 951
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations corporelles en cours	533 318		555 308		1 088 626
	Avances et acomptes					
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>2 855 666</b>		<b>678 920</b>	<b>30 379</b>	<b>3 504 207</b>

<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>						
--	--	--	--	--	--	--

FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence					
	Autres participations	762				762
	Autres titres immobilisés	1 350				1 350
	Prêts et autres immobilisations financières	100 306		7 865	8 133	100 038
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>102 418</b>		<b>7 865</b>	<b>8 133</b>	<b>102 150</b>

<b>TOTAL</b>	<b>2 966 546</b>		<b>686 785</b>		<b>38 512</b>	<b>3 614 818</b>
--------------	------------------	--	----------------	--	---------------	------------------



## Amortissements

Etat exprimé en euros

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	8 461			8 461
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>8 461</b>			<b>8 461</b>
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	831 799	21 226	17 479	835 546
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	521 207	30 865		552 072
	Instal technique, matériel outillage industriels	29 422	2 572		31 994
	Autres instal., agencement, aménagement divers	3 058			3 058
	Matériel de transport	114 558	34 563	12 900	136 222
	Matériel de bureau, mobilier	100 951			100 951
	Emballages récupérables et divers				
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>1 600 996</b>	<b>89 226</b>	<b>30 379</b>	<b>1 659 843</b>
<b>TOTAL</b>		<b>1 609 457</b>	<b>89 226</b>	<b>30 379</b>	<b>1 668 304</b>



# Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres	402 205			402 205
	PROVISIONS REGLEMEENTEES	402 205			402 205
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	120 054	84 915	83 218	121 751
	Pour impôts				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	12 631	3 465	12 631	3 465
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	132 685	88 380	95 849	125 216
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		534 890	88 380	95 849	527 421
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			88 380	95 849	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

B. DESGACHES  
Commissaire  
aux comptes

## Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

	31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
<b>CREANCES</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	24 039	24 039	
Autres immobilisations financières	75 999	75 999	
Clients, usagers douteux ou litigieux			
Autres créances clients, usagers	74 091	74 091	
Créances représentatives des titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxes sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, entités affiliées			
Créances reçues par legs ou donations			
Débiteurs divers	122 384	122 384	
Charges constatées d'avance	45 386	45 386	
<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>341 899</b>	<b>341 899</b>	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Remboursements obtenus en cours d'exercice	4 777		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

	31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
<b>DETTES</b>				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	930	930		
Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	261 798	23 336	92 832	145 630
Emprunts et dettes financières divers	20 475	20 475		
Fournisseurs et comptes rattachés	601 429	601 429		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	174 089	174 089		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	240 648	240 648		
Impôts sur les bénéfices	1 874	1 874		
Taxes sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	63 927	63 927		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, entités affiliées				
Autres dettes	16 514	16 514		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>1 381 684</b>	<b>1 143 223</b>	<b>92 832</b>	<b>145 630</b>
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	28 117			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

B. DESGACHES  
Commissaire  
aux comptes



Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Etat exprimé en euros							
Subventions d'exploitation							
cf détail joint	3 850 394	1 879 304	2 269 621			3 460 077	761 448
Contributions financières d'autres org.							
DON QUALITEL	20 000					20 000	20 000
ASSOCIATION COEUR VERT	949					949	949
Ressources liées à la générosité du public							
DON CAISSE EPARGNE		10 707				10 707	
TOTAL	3 871 343	1 890 011	2 269 621			3 491 733	782 398

B. DESGACHES  
Commissaire  
aux comptes

SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	FONDS DEDIES CLOT. 31/12/2023	REPORTS	UTILISATION		TRANSFERTS	FONDS DEDIES CLOT.31/12/2024	
			MONTANT GLOBAL	DONT RBTS		MONTANT GLOBAL	DONT FONDS DEDIES + 3 ANS
INVESTIS. 22 RUE NEYRON	596 975,83					596 975,83	596 975,83
RENFORT HIVER.TEMPORAIRE	14 682,74					14 682,74	14 682,74
RENFORT HIVER.EMR	58 820,00					58 820,00	
STRATEGIE PAUVRETE	91 849,65		90 892,89			956,76	
CHRS/TRAV.ET EQ.	21 300,00					21 300,00	21 300,00
CHRS INTERVALLE	9 103,38					9 103,38	9 103,38
CHRS EMR	10 522,00					10 522,00	10 522,00
EMR EXPERIMENTATION	60 000,00	60 000,00	60 000,00			60 000,00	
HUDA	156 294,02		36 531,40			119 762,62	
GYMNASE	139 627,01		1 258,59			138 368,42	
CROUS/CHU VIOLETTE M	307 382,48		20 000,00			287 382,48	
AUTONOMIE VIOLETTE M		107 300,00				107 300,00	
CHU UK	8 241,31					8 241,31	
QUALITE	1 692,20					1 692,20	1 692,20
EQUIPEMENT EMR	25 178,80					25 178,80	25 178,80
LAFONT RENF HIV	56 747,00					56 747,00	
LA FONTAINE	80 000,00	80 000,00	80 000,00			80 000,00	
EXPERIMENTATION 7/7							
NUITS D'HOTELS	1 888 827,05	1 632 004,48	1 888 827,05			1 632 004,48	
MISSION HOTELS	190 501,54	0,00	19 448,00			171 053,54	40 000,00
TRAVAUX CHRS	2 266,32					2 266,32	2 266,32
INTER.LOCATIVE / IML	14 243,00					14 243,00	14 243,00
ILO MANDAT DE GESTION	8 491,00					8 491,00	8 491,00
IML 2023	30 467,41	0,00	30 467,41			0,00	
HUDA/BPI	10 000,00	0,00	10 000,00			0,00	
SHAM/DROITS INCOMPLETS	46 113,59		28 121,38			17 992,21	
SURCOUT COVID 19	5 493,00					5 493,00	5 493,00
SQUATS	10 000,00					10 000,00	10 000,00
STAGES	4 074,39	0,00	4 074,39			0,00	
EGALITE H/F	1 500,00					1 500,00	1 500,00
<b>TOTAL</b>	<b>3 850 393,72</b>	<b>1 879 304,48</b>	<b>2 269 621,11</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 460 077,09</b>	<b>761 448,27</b>



# Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	40 259				40 259
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	447 508	22 614			470 122
Autres réserves	78 229				78 229
Report à nouveau	621 893	30 973	76 689		729 555
Excédent ou déficit de l'exercice	53 588	(53 588)		115 075	(115 075)
Situation nette	1 097 760		76 689	115 075	982 686
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	183 849		64 590	15 274	233 165
Provisions réglementées	402 205				402 205
TOTAL	1 683 815		141 279	130 349	1 618 056

B. DESGACHES

Commissaire  
aux comptes

## Variation des Subventions d'Investissement

Etat exprimé en euros

	Subventions à la clôture 31/12/2023	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2024
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	563 690	64 590		628 280
Autres subventions d'investissement				
<b>Montant nominal</b>	<b>563 690</b>	<b>64 590</b>		<b>628 280</b>
Quotes-parts virées au compte de résultat	379 841	15 274		395 115



# Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2024	31/12/2023
Dons en nature		
Mise à disposition ancienne résidence universitaire La Cotonne	216 000	216 000
	216 000	216 000
Prestations en nature		
Bénévolat		
Heures de gouvernance du bureau et du conseil d'administration	20 048	18 432
Heures de cours dispensées à la résidence Violette Maurice	10 989	13 248
	31 037	31 680
<b>Total</b>	<b>247 037</b>	<b>247 680</b>
Répartition par nature de charges	31/12/2024	31/12/2023
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Mise à disposition ancienne résidence universitaire La Cotonne	216 000	216 000
	216 000	216 000
Prestations		
Personnel bénévole		
Heures de gouvernance du bureau et du conseil d'administration	20 048	18 432
Heures de cours dispensées à la résidence Violette Maurice	10 989	13 248
	31 037	31 680
<b>Total</b>	<b>247 037</b>	<b>247 680</b>





## Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Produits à recevoir		149 605
Autres créances		149 605
AVOIRS A RECEVOIR	1 427	
DIVERS_PRODUITS A RECEVOIR	83 140	
INTERETS COURUS A RECEVOIR	65 038	



## Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2024

<b>Total des Charges à payer</b>		<b>454 261</b>
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b>		<b>1 210</b>
<i>INTERETS COURUS S/EMPRUNTS</i>	<i>280</i>	
<i>INTERETS COURUS A PAYER</i>	<i>930</i>	
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>		<b>168 005</b>
<i>FOURNISSEURS FACTURES NON PARV</i>	<i>168 005</i>	
<b>Dettes fiscales et sociales</b>		<b>284 262</b>
<i>PROVISION CONGES PAYES</i>	<i>170 105</i>	
<i>PERSONNEL - CHARGES A PAYER</i>	<i>1 150</i>	
<i>CHARGES SLES/PROV.CP</i>	<i>70 288</i>	
<i>CHARGES FISCALES S/PROV.CP</i>	<i>14 765</i>	
<i>ETAT CHARGES A PAYER</i>	<i>27 954</i>	
<b>Autres dettes</b>		<b>785</b>
<i>CHARGES A PAYER- RENAIRE</i>	<i>785</i>	



## Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
<b>Charges constatées d'avance - EXPLOITATION</b>			45 386
Autres achats et charges externes		45 386	
<b>Charges constatées d'avance - FINANCIERES</b>			
<b>Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES</b>			
<b>TOTAL</b>			<b>45 386</b>





## Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION				
Produits constatés d'avance - FINANCIERS				
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS				
TOTAL				



## ***ETATS FINANCIERS DETAILLES***







**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES  
Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31/12/2024**

Aux Adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient de vous communiquer, le cas échéant, certaines informations relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà éprouvées par l'organe compétent.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues

**CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE**

---

Conformément aux dispositions statutaires de votre association, nous avons été informé(s) que l'exécution de la convention suivante, déjà approuvée par l'organe délibérant au cours de l'exercice précédent, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

- 1 Nature : mise à disposition de personnel 2024  
Organisme : GSC SIAO LOIRE  
Montant : 36140 €
  
- 2 Nature : mise à disposition de personnel 2024  
Organisme : GCSMS UCSA 42  
Montant : 29428 €

*A FIRMINY*  
*Le 26/05/2025*

**B. DESGACHES**  
**Commissaires aux comptes**





